

## Revue de la presse finlandaise



Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mardi 20 février 2024

<a href="#">Politique étrangère et de sécurité</a>	2
<a href="#">Les débuts internationaux d'Alexander Stubb</a>	2
<a href="#">Russie</a>	2
<a href="#">Le ministère des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Russie</a>	2
<a href="#">Étudier en Finlande peut être un moyen de quitter la Russie</a>	2
<a href="#">Immigration</a>	3
<a href="#">Une « Petite Asie » est en train de prendre forme en Finlande</a>	3
<a href="#">Intérieur - Frontière – Migration</a>	5
<a href="#">Un nouveau projet de loi pour lutter contre la migration instrumentalisée</a>	5
<a href="#">Projet du ministère de l'Intérieur visant à réduire l'indemnité d'accueil des migrants</a>	6
<a href="#">Elections européennes</a>	7
<a href="#">Trois députés des Vrais Finlandais candidats</a>	7
<a href="#">Candidature de Sebastian Tynkkynen aux élections européennes</a>	7
<a href="#">Economie</a>	7
<a href="#">Le taux de chômage à 7,7%, soit plus 0,8 point en un an</a>	7
<a href="#">Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi au chômage, y compris de longue durée – et diminution des nouveaux des emplois vacants</a>	7
<a href="#">Les prix ont augmenté de 6,2% l'année dernière</a>	7
<a href="#">L'inflation en Finlande a ralenti en janvier</a>	7
<a href="#">Les investissements étrangers en Finlande ont continué de diminuer</a>	8
<a href="#">Education</a>	8
<a href="#">Le projet du gouvernement de créer un millier de nouveaux doctorats suscite des critiques de la part des universités, des entreprises et du gouvernement</a>	8

## **Politique étrangère et de sécurité**

### **Les débuts internationaux d'Alexander Stubb**

Alexander Stubb, qui deviendra président en mars, a montré des signes de sa future présidence lors de la conférence sur la sécurité de Munich, selon des chercheurs interrogés par HS.

Hanna Ojanen, directrice de recherche à l'Université de Tampere, a regardé la conférence de presse de Stubb.

"C'était une prestation fluide", a estimé Ojanen. Stubb s'est exprimé principalement en anglais mais aussi en lors de la conférence de presse, mais a également montré ses compétences en français aux médias français.

L'un des choix notables de Stubb a été de qualifier la mort de Navalny de « meurtre » politique.

"Comme tant d'autres dirigeants mondiaux l'ont dit, la Russie doit et sera tenue pour responsable d'un énième meurtre politique", a déclaré Stubb aux journalistes.

Le président sortant Sauli Niinistö n'a pas évoqué un meurtre dans ses propres condoléances, mais a néanmoins tenu la Russie pour responsable. "

Selon Ojanen, le choix direct des mots par Stubb est une autre indication du changement dans la façon de parler finlandais. Le changement a déjà commencé sous le mandat du gouvernement précédent et de l'actuel président, et n'est pas incarné uniquement par Stubb.

"La finlandisation est terminée. C'est à cela que cela ressemble", explique Ojanen à propos de l'utilisation du mot meurtre. "Stubb se positionne ici d'une manière nouvelle et avec audace."

Un autre choix de mots qui semblait nouveau a été entendu lorsque Stubb a répondu à la question d'un journaliste suisse sur la signification des pays « neutres ».

"Il est difficile d'être neutre lorsque la Russie a violé tous les fondements du droit international, à commencer par l'intégrité territoriale", a déclaré Stubb. Selon lui, les pays occidentaux doivent faire comprendre au reste du monde que "la Russie tente de coloniser l'Ukraine, de la faire disparaître en tant qu'Etat".

Selon Ojanen, il s'agit là aussi d'un choix de mots nouveau, même si le message principal est familier. "Le terme colonisation n'a pas été utilisé en Finlande dans ce contexte précédemment, mais la même chose est revenue dans les discours des dirigeants de la politique étrangère : la question concerne l'existence de l'Ukraine en tant qu'État."

HS

## **Russie**

### **Le ministère des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Russie**

Lundi, le ministère des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Russie en Finlande, Pavel Kuznetsov, pour un entretien sur la mort d'Alexeï Navalny. Le ministère des Affaires étrangères en a fait part sur X.

Au cours de l'entretien, le ministère a souligné la responsabilité de la Russie et a exigé une enquête complète et transparente sur cette affaire.

Selon le ministère des Affaires étrangères, la Finlande exige toujours la libération de tous les prisonniers politiques en Russie.

HS

### **Étudier en Finlande peut être un moyen de quitter la Russie**

Le nombre d'étudiants russes dans les écoles secondaires supérieures et les collèges professionnels finlandais a augmenté lentement ces dernières années. Selon les statistiques de l'Office national finlandais de l'éducation *Opetushallitus*, en 2021, environ 1 500 candidats russes ont demandé à suivre un enseignement post-élémentaire en Finlande, environ 1 800 en 2022 et environ 2 200 en 2023. Chaque année, entre 600 et 900 étudiants ont été sélectionnés.

Sur les 148 élèves de l'école secondaire supérieure de Kitee, 34 sont originaires de la Russie. Selon Kostamo, la directrice du lycée de Kitee, le nombre d'élèves russes qui voudraient suivre un enseignement au lycée de Kitee est supérieur à la capacité d'accueil de l'établissement.

Les critères d'admission au lycée de Kitee sont les suivants : les résultats scolaires antérieurs, les études de finnois antérieures, un entretien réussi, un test de langue et une lettre de motivation. Les parents doivent également être favorables aux études en Finlande. Selon Kostamo, de nombreux étudiants ont des parents qui vivent de l'autre côté de la frontière. Certains ont des frères et sœurs plus âgés qui ont déjà étudié à Kitee.

Le lycée professionnel de Kainuu, quant à lui, compte actuellement 138 élèves russes sur environ 3 100 élèves. Bien qu'il n'y ait pas de conditions spécifiques pour les élèves russes, les élèves qui s'inscrivent à l'école professionnelle de Kainuu doivent passer un test de langue. Les exigences en matière de niveau de compétence varient en fonction de la filière à laquelle le candidat postule.

Les élèves russes préfèrent souvent les établissements proches de la frontière. Selon l'école secondaire supérieure de Tohmajärvi, en Carélie du Nord, 13 élèves russes étudient dans l'établissement. En Laponie orientale, 30 des 74 élèves de l'école secondaire supérieure de Salla viennent de Russie.

Selon Petri Lempinen, directeur général du département de l'enseignement secondaire supérieur et de la formation professionnelle au ministère de l'éducation et de la culture, la guerre en Russie a peut-être accru le désir des gens de quitter la Russie. « Un permis de séjour pour étudier peut dans certains cas être plus facile à obtenir qu'un permis de séjour pour travailler », a déclaré Lempinen.

Kaleva

## **Immigration**

### **Une « Petite Asie » est en train de prendre forme en Finlande**

Les Asiatiques s'installent dans la région de la capitale à un rythme sans précédent. Ils ont déjà dépassé le groupe de population de langue étrangère le plus important actuellement, les personnes parlant le russe, l'ukrainien et d'autres langues de l'ancienne Union soviétique. Les Asiatiques sont en passe de devenir le visage de l'immigration dans les régions d'Helsinki, d'Espoo et de Vantaa. Selon les prévisions démographiques de la région, les Asiatiques deviendront le plus grand groupe d'immigrants dans la région métropolitaine d'Helsinki au cours des prochaines décennies. Le groupe des langues asiatiques comprend ici les locuteurs de langues asiatiques autres que les langues du Moyen-Orient.

Ce revirement est historique, car les russophones ont dominé la région de la capitale en tant que groupe le plus important de locuteurs de langues étrangères pendant au moins la totalité des années 2000.

L'immigration en provenance d'Asie pour travailler ou étudier est activement encouragée. Le gouvernement finlandais a décidé d'attirer de la main-d'œuvre du Vietnam, d'Inde et des Philippines ainsi que du Brésil. La Finlande commercialise son modèle d'enseignement en Inde, au Vietnam et en Indonésie.

La fuite des Ukrainiens lors de la guerre d'agression en Russie n'a pas empêché les asiatiques de consolider leur première place dans la région capitale en 2022, bien que les Ukrainiens soient comptabilisés dans le même groupe que les russophones. Les locuteurs baltes ne sont pas inclus dans le groupe de langue russe.

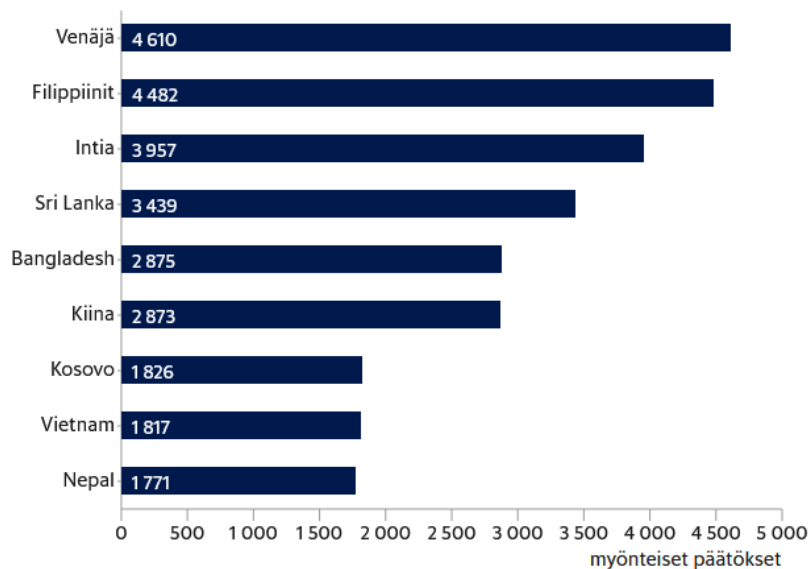
En 2020, il y avait encore moins de 40 000 locuteurs de langue asiatique dans l'ensemble de la région de la capitale. En 2021, il y avait déjà près de 43 000 asiatiques, et en 2022, près de 48 000. Dans le deuxième groupe linguistique, le russe, il y avait environ 42 300 locuteurs dans la région de la capitale en 2021 et environ 46 700 l'année suivante.

À Espoo, les asiatiques ont dépassé le groupe linguistique russe dès 2005 et sont devenus le groupe linguistique étranger le plus important à Espoo en 2007. À Helsinki, le groupe linguistique asiatique devrait devenir le plus important, dépassant le russe, cette année. À Vantaa, le groupe linguistique russe est resté le plus important.

Selon les projections démographiques, la plus grande partie de la population asiatique de la région métropolitaine d'Helsinki s'installera à Helsinki et à Espoo. Ces deux villes devraient accueillir environ 10 000 nouveaux asiatiques d'ici à la fin de 2030.

À Vantaa, le nombre d'asiatiques connaîtra également une forte croissance, mais à égalité avec les locuteurs de langues du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

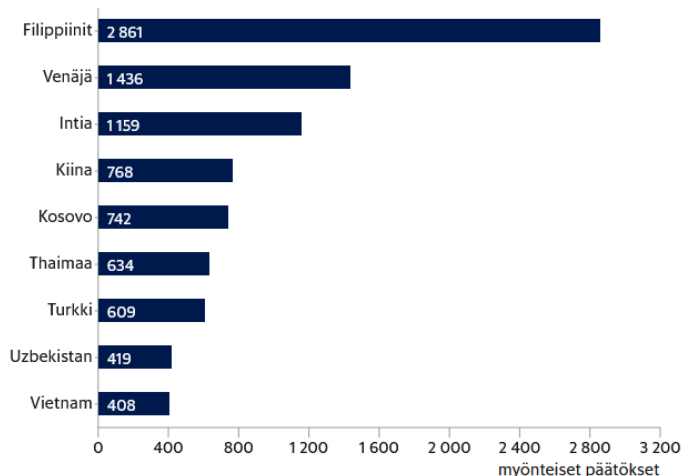
*Tous les permis de séjour délivrés en 2023 :*



KOONNUT: KATJA KUOKKANEN / HS  
LÄHDE: MAAHANMUUTTOVIRASTO

L'année dernière, les citoyens des Philippines, de Russie, d'Inde et de Chine ont reçu le plus grand nombre de premiers permis de séjour à des fins professionnelles. Les asiatiques ont de plus en plus de facilité à entrer sur le marché du travail en Finlande car "ils sont déjà présents sur de nombreux lieux de travail". Toutefois, le recrutement international nécessite des intermédiaires.

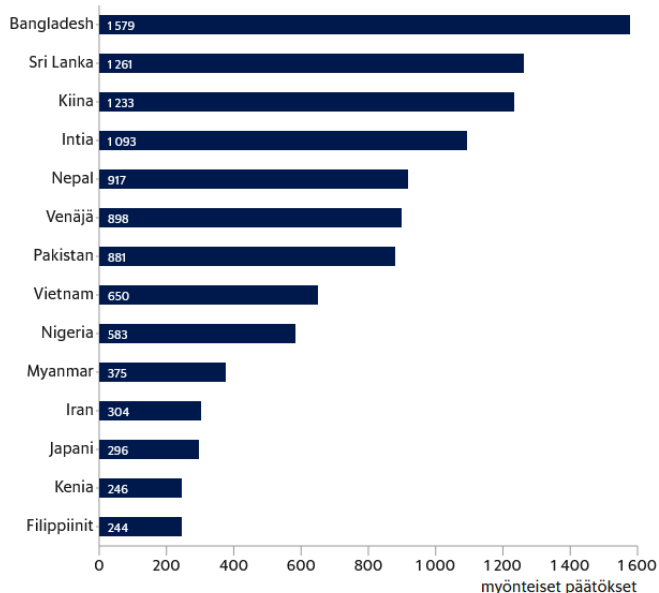
*Premiers permis de séjour délivrés à des fins professionnelles 2023 :*



KOONNUT: KATJA KUOKKANEN / HS  
LÄHDE: MAAHANMUUTTOVIRASTO

Les étudiants asiatiques originaires du Bangladesh, de l'Inde, de la Chine, du Myanmar, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka, constituent un groupe particulièrement important de demandeurs de permis de séjour. L'année dernière, les citoyens du Bangladesh, du Sri Lanka, de la Chine et de l'Inde ont obtenu le plus grand nombre de premiers permis de séjour à des fins d'études. L'année dernière, les principaux demandeurs de permis de séjour pour les membres de la famille étaient les citoyens du Sri Lanka, de Russie, d'Inde, des Philippines et du Bangladesh.

*Premiers permis de séjour délivrés à des fins d'études 2023 :*



KOONNUT: KATJA KUOKKANEN / HS  
LÄHDE: MAAHANMUUTTOVIRASTO

HS

## ***Intérieur - Frontière – Migration***

### ***Un nouveau projet de loi pour lutter contre la migration instrumentalisée***

Le ministère de l'Intérieur va mettre en place un projet législatif pour lutter contre les migrations instrumentalisées et renforcer la sécurité des frontières. La durée du projet s'étend du 19 février au 31 mars 2024. L'objectif est qu'un projet de loi soit soumis au Parlement en mars 2024.

Le projet vise à renforcer la sécurité des frontières et à lutter efficacement contre toute tentative de pression sur la Finlande sous la forme d'une migration instrumentalisée. La législation sera modifiée pour protéger la Finlande contre les menaces pesant sur sa sécurité nationale.

La Finlande doit se préparer à la possibilité que la Russie exerce une pression prolongée sur la Finlande et que l'on assiste à une migration instrumentalisée plus grave et à plus grande échelle.

La nouvelle législation serait utilisée en dernier recours pour se préparer aux situations les plus graves. Dans le cas contraire, on resterait dans le cadre de la législation en vigueur. Cela permettrait de garantir que les autorités soient en mesure de répondre aux incidents les plus graves de migration instrumentalisée.

Le groupe de travail examinera la possibilité d'adopter des dispositions en la matière selon la procédure de loi constitutionnelle (nécessitant une majorité qualifiée).

Le groupe de travail est présidé par Sanna Palo, chef de la division juridique du département des gardes-frontières du ministère de l'Intérieur.

Les tensions dans l'environnement de sécurité en Europe et dans les régions voisines de la Finlande se reflètent dans la sécurité de la frontière orientale de la Finlande. Depuis l'automne 2023, la Finlande est confrontée à une situation d'instrumentalisation des migrants. C'est l'un des moyens utilisés par la Russie pour tenter d'influencer la sécurité nationale et l'ordre intérieur de la Finlande.

Jusqu'à présent, le gouvernement a répondu à ces tentatives en utilisant les mesures prévues à l'article 16 de la loi sur les gardes-frontières. Le 8 février, le gouvernement a décidé que les points de passage de la frontière orientale restent fermés et que le dépôt des demandes de protection internationale continue d'être centralisé en d'autres endroits que les points de passage de la frontière orientale jusqu'au 14 avril 2024.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/uusi-saadoshanke-maahantulon-valineellistamisen-torjumiseksi?languaged=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/uusi-saadoshanke-maahantulon-valineellistamisen-torjumiseksi?languaged=en_US)

### ***Projet du ministère de l'Intérieur visant à réduire l'indemnité d'accueil des migrants***

Le ministère de l'Intérieur a envoyé pour commentaires un projet visant à modifier provisoirement la loi sur l'accueil des personnes demandant une protection internationale ainsi que sur l'identification et l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains. La date limite pour soumettre des avis sur le projet est le 13 mars 2024.

Le projet met en œuvre le programme gouvernemental qui prévoit que l'indemnité d'accueil sera réduite au montant minimum autorisé par la Constitution et la Directive européenne « Accueil ». L'objectif est de réduire le niveau d'aide financière pour les personnes qui ne résident pas de manière permanente dans le pays mais qui ont droit aux services d'accueil. En outre, l'objectif est de réaliser les économies financières prévues dans le programme gouvernemental. L'objectif d'économies sur l'indemnité d'accueil est de 13 millions d'euros

pour 2024 et de 8 millions d'euros pour 2025.

Le projet suggère que le montant de l'allocation d'accueil et de l'allocation de dépenses accordée aux demandeurs de protection internationale, aux bénéficiaires d'une protection temporaire et aux victimes de la traite des êtres humains sans commune de résidence soit réduit. Selon la directive européenne « Accueil », l'allocation d'accueil doit être liée à la sécurité sociale nationale. Dans la proposition, l'aide sociale d'urgence accordée pour assurer la subsistance et les soins indispensables, par exemple aux personnes séjournant temporairement en Finlande, est proposée comme point de comparaison existant dans la sécurité sociale nationale. Une aide sociale d'urgence est également accordée à ceux qui se trouvent illégalement dans le pays.

Le projet a été préparé à titre provisoire. En effet, l'élément de base de l'indemnité d'accueil sera soumis à un gel d'indexation en 2024-2027. Le caractère provisoire du projet vise à garantir que le montant de l'élément de base de l'allocation d'accueil ne tombe pas en dessous du montant de l'aide sociale d'urgence en raison du gel. Le montant de l'indemnité d'accueil sera réévalué lors du projet de réforme de la loi accueil, qui débutera au printemps 2024.

L'indemnité d'accueil est accordée temporairement pendant la durée du processus d'accueil. L'indemnité d'accueil est un service d'accueil prévu par la loi relative à l'accueil des personnes demandant une protection internationale ainsi qu'à l'identification et à l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains. L'allocation d'accueil est accordée à titre provisoire à une personne inscrite comme client d'un centre d'accueil afin d'assurer sa subsistance indispensable et de promouvoir une vie indépendante si cette personne a besoin d'une aide et ne peut obtenir un moyen de subsistance par un emploi rémunéré, à partir d'autres revenus ou de ses biens, ou de toute autre manière. Le montant de l'allocation d'accueil est fonction des revenus et des ressources dont disposent l'intéressé et sa famille. Une allocation de dépenses est accordée à un enfant non accompagné si le centre d'accueil assure l'entretien complet de l'enfant.

L'indemnité d'accueil se compose d'un élément de base et d'un élément complémentaire. L'élément de base de l'indemnité d'accueil couvre les dépenses vestimentaires, les dépenses mineures de soins de santé, les dépenses liées à l'utilisation des transports publics locaux et du téléphone, ainsi que d'autres dépenses similaires faisant partie des moyens de subsistance quotidiens d'une personne et d'une famille, et les frais de nourriture lorsque le centre d'accueil n'organise pas de service de restauration.

L'allocation complémentaire d'accueil est une prestation discrétionnaire qui peut être accordée pour les dépenses découlant des besoins et conditions spécifiques d'une personne ou d'une famille qui sont jugées nécessaires. Aucune aide financière n'est accordée pour l'hébergement, mais l'hébergement est assuré dans un centre d'accueil.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministerion-esitys-vastaanottorahan-pienentamisesta-lausuntokierrokselle?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministerion-esitys-vastaanottorahan-pienentamisesta-lausuntokierrokselle?languageld=en_US)

## **Elections européennes**

### **Trois députés des Vrais Finlandais candidats**

#### **Candidature de Sebastian Tynkkynen aux élections européennes**

Les députés des Vrais Finlandais Tynkkynen, Ari Koponen et Sanna Antikainen sont candidats aux élections européennes de juin, informe le parti.

En outre, se présentent aussi l'ancien député Veikko Vallin et l'ancien secrétaire du parti Arto Luukkanen.

Selon Tynkkynen, les Vrais Finlandais visent trois sièges au Parlement européen. Actuellement, ils en ont un.

HS

## **Economie**

### **Le taux de chômage à 7,7%, soit plus 0,8 point en un an**

Selon Statistics Finland, en janvier, le nombre de personnes ayant un emploi était de 3 000 de plus que l'année précédente.

Le taux d'emploi était à 73,2%, soit 0,8 point de moins qu'en janvier de l'année précédente.

Le nombre total de chômeurs s'élève à 231 000, soit 20 000 de plus qu'il y a un an.

Le taux de chômage était de 7,7%, soit 0,8 point de plus que l'année précédente.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-tammikuussa-291-100?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-tammikuussa-291-100?languageld=en_US)

### **Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi au chômage, y compris de longue durée – et diminution des nouveaux des emplois vacants**

Le nombre de demandeurs d'emploi au chômage a augmenté de 33 100 personnes depuis janvier de l'année dernière et celui des nouveaux emplois vacants a diminué de 43 100.

Fin janvier, on comptait au total 291 100 demandeurs d'emploi au chômage, soit 33 100 de plus qu'un an plus tôt et 6 500 de moins que le mois précédent, selon le ministère de l'Emploi.

Il y avait 91 700 chômeurs de longue durée, c'est-à-dire des personnes au chômage depuis

au moins un an de façon continue, soit 5 800 de plus qu'un an plus tôt. Il y avait 102 800 chômeurs de plus de 50 ans, soit 7 300 de plus qu'à la même époque l'année dernière.

Il y avait 4 800 jeunes chômeurs de moins de 25 ans de plus qu'en janvier de l'année précédente, soit au total de 32 200.

91 200 nouvelles offres d'emploi ont été annoncées en janvier, soit 23 500 de moins qu'en janvier de l'année précédente. Au total, 133 400 emplois étaient ouverts en janvier, soit 43 100 de moins qu'il y a un an.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-tammikuussa-291-100?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/tyottomia-tyonhakijoita-tammikuussa-291-100?languageId=en_US)

### ***Les prix ont augmenté de 6,2% l'année dernière***

#### ***L'inflation en Finlande a ralenti en janvier***

En janvier, l'inflation, a légèrement ralenti par rapport à décembre en raison, entre autres, d'une hausse plus modérée du taux d'intérêt moyen des prêts hypothécaires et d'une baisse du prix de l'essence.

Les données publiées lundi par Statistics Finland montrent qu'en janvier, la variation annuelle des prix à la consommation était de 3,3%, alors qu'en décembre elle était de 3,6%.

"En 2023, l'inflation annuelle était de 6,2 % en moyenne, ce qui indique en partie que l'inflation a chuté par rapport aux niveaux records", a déclaré Kristiina Nieminen, de Statistics Finland.

La variation mensuelle des prix à la consommation a été de 0,3%, ce qui, selon les données de Statistics Finland, a été influencé, entre autres, par la hausse des prix de l'électricité et des tarifs hospitaliers généraux.

Selon les données préliminaires de l'indice des prix à la consommation harmonisé comparable à celui de la zone euro, l'inflation en Finlande était de 1,1% en janvier (contre 2,8% en moyenne dans la zone euro).

HS

### ***Les investissements étrangers en Finlande ont continué de diminuer***

Le nombre de nouvelles entreprises étrangères implantées en Finlande a continué de diminuer l'année dernière, rapporte Business Finland. La dernière fois qu'aussi peu d'investissements ont été réalisés en Finlande c'était en 2019.

L'année dernière, 247 nouvelles entreprises étrangères se sont implantées en Finlande, contre 300 en 2022 et 330 en 2021.

Selon Business Finland, l'incertitude économique et les taux d'intérêt élevés ont affaibli la volonté des entreprises d'investir.

Le plus grand nombre de nouveaux investissements directs étrangers provenait de Suède, de Grande-Bretagne et de Norvège. Les États-Unis sont passés du trio de tête à la 5<sup>ème</sup> place.

Selon Antti Aumo, directeur d'Invest in Finland, la concurrence pour les investissements internationaux reste très rude.

Selon Aumo, les investissements directs étrangers constituent une part importante de la croissance de l'économie finlandaise et du développement de la vie des affaires. Les entreprises à capitaux étrangers ont généré un chiffre d'affaires de 130 milliards d'euros en 2022. Selon l'estimation d'Invest in Finland, ces entreprises ont rapporté au total plus de 1,7 milliard d'euros à la Finlande uniquement sous forme d'impôt sur les sociétés.

HS

## ***Education***

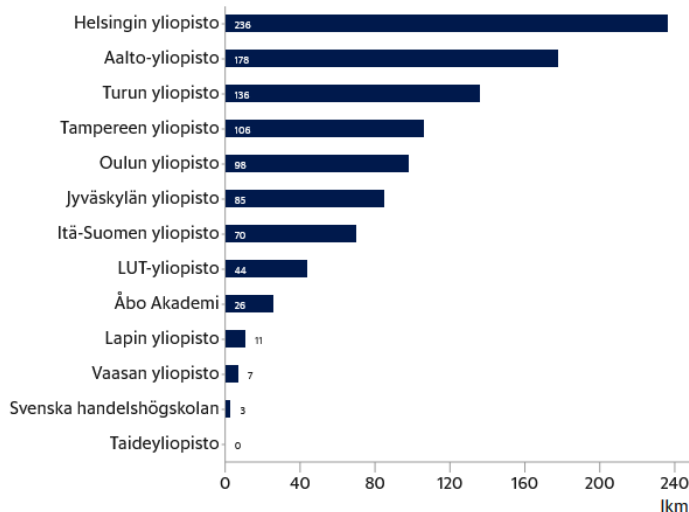
### ***Le projet du gouvernement de créer un millier de nouveaux doctorats suscite des critiques de la part des universités, des entreprises et du gouvernement***

La semaine dernière, l'annonce du projet pilote de financement d'un millier de nouveaux doctorats par le gouvernement a suscité des critiques. Des questions ont été soulevées quant à la destination et à la manière dont le financement a été ciblé. Personne n'est opposé à l'idée de base de former un millier de nouveaux doctorats en Finlande. Au contraire, toutes les personnes interrogées par Helsingin Sanomat considèrent ce projet pilote comme l'une des contributions les plus importantes à l'élévation du niveau de la formation doctorale et des compétences en matière de recherche à long terme.

La décision du gouvernement fait suite à un rapport d'un groupe de travail parlementaire sur la recherche, le développement et l'innovation. Ce rapport a conduit à l'adoption d'une loi visant à préserver le financement de la RDI, qui oblige en pratique à augmenter le financement de 200 millions d'euros par an. Dans le même temps, on attend que le secteur privé augmente son financement de la recherche de 400 millions d'euros par an.

Le plus grand nombre de places de doctorat a été attribué à la recherche contre le cancer (152 places), à la modélisation mathématique (100 places) et à l'intelligence artificielle (100 places).

Les nouvelles places de formation doctorale spécifiques aux universités prévues par le gouvernement :



KOONNUT: JOONA AALTONEN / HS  
LÄHDE: OPETUS- JA KULTTUURIMINISTERIÖ

Toutefois, les nouvelles places de doctorat ont suscité des inquiétudes quant au modèle de candidature. Le modèle a permis un nombre exceptionnellement élevé de places de formation pour certains domaines de recherche, alors que d'autres domaines n'en ont pas reçu du tout.

En examinant les objectifs, il s'agit clairement de choix académiques, et non de choix visant à attirer les investissements en Finlande. Ce n'est pas une mauvaise chose qu'il y ait des investissements en médecine. Mais investir dans des domaines tels que l'énergie verte aurait été le type d'investissement qui aurait pu soutenir la croissance de l'économie finlandaise, considèrent les critiques.

Certaines administrations universitaires estiment également que la répartition inégale des places pourrait entraîner un manque de recrutement dans tous les domaines. Des questions ont également été soulevées concernant l'emploi d'un grand nombre de chercheurs dans des domaines spécialisés après la fin de la période de financement de trois ans. Beaucoup estiment qu'une plus grande décentralisation des postes de doctorat aurait été plus bénéfique que le modèle actuel.

La solution la plus simple aurait été d'augmenter le financement de base des universités, en leur laissant le choix de décider où le dépenser. Au contraire, le gouvernement actuel réduit le financement de base des universités. Cette année, la réduction s'élève à 7 millions d'euros.

Toutefois, certaines universités approuvent le modèle d'attribution actuel en raison de son impact plus important dans certains domaines. L'attribution des postes de doctorat a cherché à augmenter le financement des projets de recherche de la plus haute qualité et faisabilité.

HS

### ***La diminution des compétences linguistiques constitue une menace pour la sécurité de l'approvisionnement finlandais***

L'étude des langues étrangères à l'école a radicalement diminué au cours des 20 à 30 dernières années. Si cette tendance n'est pas modifiée, il n'y aura plus d'experts en langues à l'avenir.

La diminution de la réserve linguistique constitue une menace pour la sécurité de l'approvisionnement en information de notre société. La situation politique et les crises mondiales montrent l'importance de compétences linguistiques et culturelles diversifiées. Il est dans l'intérêt de la Finlande que les experts finlandais travaillent au sein de l'UE et de l'OTAN. Or, cela n'est pas possible sans les compétences linguistiques et culturelles solides et multiples des experts. Peu importe comment et auprès de qui la Finlande obtient des informations fiables sur les acteurs étrangers ou comment elle communique elle-même en cas de crise.

Notre système éducatif doit être prêt à réagir aux changements internationaux, également en termes de compétences linguistiques. Cela implique de disposer d'un nombre suffisant d'experts diversifiés dans différentes langues étrangères. Puisqu'il est impossible de prédire les crises futures, le maintien des compétences en langues étrangères doivent être pris en compte à l'avance.

Les raisons de la détérioration de l'enseignement des langues étrangères sont structurelles. Les municipalités disposent d'un pouvoir de décision central. C'est à elles que la responsabilité du maintien des compétences linguistiques nationales a été délégué. Or la situation présente montre que cela n'est ni durable ni suffisant.

Le développement des programmes nécessite de démanteler la situation actuelle, où les langues étrangères rivalisent avec des matières optionnelles telles que « cuisines internationales », « chant pop » et « réparation de vélos ». Les parcours linguistiques doivent être construits pour être durables afin de servir la société finlandaise et les activités internationales.

Résoudre les problèmes structurels de la politique d'enseignement des langues étrangères



nécessite une planification basée sur des connaissances. Sur cette base, une stratégie pour tous les niveaux d'enseignement des langues étrangères doit être élaborée afin de garantir des compétences linguistiques et culturelles étendues dans le cadre de la sécurité de l'approvisionnement en informations dans la Finlande du futur. Nous espérons que des experts en langues étrangères seront invités à participer aux réformes de l'enseignement de base.

Mika Lähteenmäki (professeur de langue et culture russes, Université de Jyväskylä), Leena Kolehmainen (professeur d'allemand, Université d'Helsinki) et Marjut Johansson (professeur de français, Université de Turku).

HS